



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/53/767  
S/1998/1214  
23 décembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-troisième session  
Points 20, 105 et 110 de  
l'ordre du jour

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE  
L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS  
EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,  
Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE  
SPÉCIALE

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES  
NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,  
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS,  
AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES  
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES  
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE  
L'HOMME

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 21 décembre 1998, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Érythrée  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des passages d'un rapport indépendant intitulé "Rapport mondial pour 1999" (voir annexe), qui a été publié par l'organisation Human Rights Watch au début de ce mois. Ce rapport décrit les violations flagrantes des droits de l'homme des Érythréens et des Éthiopiens d'origine érythréenne vivant en Éthiopie, commises par le régime d'Addis-Abeba. Mon gouvernement considère que cette action inhumaine appelle une réaction immédiate de la communauté internationale.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 105 et 110 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Abassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS





Annexe

**HUMAN RIGHTS WATCH**  
**RAPPORT MONDIAL POUR 1999**

Décembre 1997-novembre 1998

New York — Washington — Londres — Bruxelles

/...

## ÉTHIOPIE

### Questions relatives aux droits de l'homme

L'étroite alliance politique et stratégique qui existait entre l'Éthiopie et l'Érythrée s'est désintégrée au début du mois de mai lorsqu'un différend frontalier mineur a dégénéré en brefs affrontements violents. Des centaines de personnes ont été tuées de part et d'autre, essentiellement des civils, et des milliers de villageois ont été déplacés des deux côtés de la frontière. Les combats ont pris fin au milieu du mois de juin à la suite d'intenses efforts de médiation, mais les deux pays ont continué à renforcer considérablement leur appareil militaire, une guerre de propagande virulente et la poursuite de l'escalade par les extrémistes des deux parties réduisant les chances d'un règlement négocié.

Chacune des parties a accusé l'autre de maltraiter ceux de ses citoyens qui se trouvaient du mauvais côté de la frontière au moment de la crise. L'Érythrée a nié avoir délibérément expulsé des Éthiopiens et a déclaré qu'elle continuerait à accueillir et à protéger les Éthiopiens désireux de rester; toutefois, dans une déclaration faite le 26 septembre, le Ministère érythréen des affaires étrangères a évalué à 6 600 le nombre des Éthiopiens qui étaient "retournés de leur plein gré" dans leur pays.

Tout porte à croire que les autorités éthiopiennes ont appliqué une politique délibérée d'expulsion des Érythréens et des Éthiopiens d'origine érythréenne vers l'Érythrée. À la fin du mois d'octobre, 30 000 personnes environ – pour la plupart des citoyens éthiopiens qui n'avaient pas pris la nationalité érythréenne après la sécession de 1991 – ont été expulsées, leurs droits fondamentaux ayant été violés auparavant. Très vite la campagne a dégénéré, les expulsions sélectives se transformant en expulsions massives. Dans une "déclaration de principe" faite le 11 juin, le Gouvernement a affirmé que les "550 000 Érythréens résidant en Éthiopie" pouvaient continuer à vivre et travailler tranquillement dans ce pays. Toutefois, à titre de "précaution", il donnait l'ordre aux membres d'organisations politiques et communautaires érythréennes de quitter le pays parce qu'ils étaient soupçonnés de soutenir l'effort de guerre érythréen, et mettait d'office en disponibilité pendant un mois les Érythréens occupant des postes "névralgiques". Au départ les autorités ont laissé entendre que les membres des catégories visées avaient le choix de partir ou de rester, mais elles ont ensuite commencé à opérer des rafles, arrêtant les gens uniquement parce qu'ils étaient Érythréens ou d'extraction érythréenne, apparemment sans chercher à faire de distinction entre les deux catégories. Ceux qui ont été ainsi rassemblés n'ont pas tous été expulsés. Les hommes en âge de servir dans l'armée ont été envoyés dans des camps de détention où, à la fin d'octobre, il y en avait encore on ne sait combien à être détenus sans inculpation ni procès. D'autres, après une brève période de détention, ont été emmenés en camion jusqu'à des postes frontière isolés et forcés à aller à pied en Érythrée. Beaucoup de ceux qui ont été ainsi détenus et expulsés étaient des citoyens éthiopiens retraités, pour la plupart des commerçants qui avaient vécu presque toute leur vie et élevé leurs enfants dans d'autres provinces de l'Éthiopie pendant que l'Érythrée luttait pour l'indépendance. Le Gouvernement a ordonné que leurs avoirs soient gelés et a révoqué leurs licences commerciales, les privant ainsi, eux et leurs familles, de tout moyen

d'existence. De nombreuses familles ont été séparées pendant ces expulsions, de jeunes enfants n'ayant pas été autorisés à partir avec leurs familles ou, dans quelques cas, des enfants non accompagnés étant expulsés seuls.

Interviewé à la radio éthiopienne le 9 juillet, le Premier Ministre, Meles Zenawi, a déclaré que les expulsés étaient des "étrangers", ajoutant que "... la présence en Éthiopie de tout étranger - qu'il soit érythréen, japonais ou autre - dépend du bon plaisir du Gouvernement éthiopien". Si le Gouvernement lui dit "allez-vous en, nous n'aimons pas la couleur de vos yeux, il doit partir". La question est plus complexe que la déclaration du Premier Ministre ne permet de le penser. Pendant les 40 années qui ont précédé l'indépendance de l'Érythrée, en 1991, les deux pays faisaient partie du même État internationalement reconnu. Les deux peuples étaient liés par de fortes affinités culturelles, religieuses et linguistiques et les mariages entre membres des deux communautés étaient chose courante. La Constitution éthiopienne, en son article 6, stipule que toute personne née d'un ou de deux parents éthiopiens a la nationalité éthiopienne. De nombreux Érythréens avaient gardé leur nationalité éthiopienne lorsque l'Érythrée est devenue indépendante et, à l'époque, l'Éthiopie n'a pas adopté de mesure législative pour la leur retirer. De ce fait, le Gouvernement éthiopien n'a aucune base juridique lui permettant de considérer de nombreux expulsés comme des étrangers. Les rafles, la mise en détention et les mauvais traitements qu'ont subis les personnes expulsées, qu'il s'agisse d'Éthiopiens ou d'étrangers, sont contraires au droit à la non-discrimination et au droit à la liberté de circulation que la Constitution éthiopienne garantit. Les expulsions et les violations des droits des victimes sont également contraires aux obligations qui incombent à l'Éthiopie en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme que l'Éthiopie a ratifiés et qu'elle a d'ailleurs incorporés dans son droit interne.

#### Défense des droits de l'homme

Huit membres du Conseil d'administration de la Ligue des droits de l'homme sont toujours détenus, un an après avoir été arrêtés en octobre 1997, accusés de conspiration armée avec l'OLF. Le 8 avril 1998, des agents de sécurité ont fait une perquisition dans les bureaux de la Ligue, emportant le matériel de bureau et les archives, et mettant des scellés sur les portes. Le Gouvernement a refusé d'enregistrer la Ligue lorsqu'elle a été créée en décembre 1996 par des Oromos à Addis-Abeba, bien que la Constitution garantisse la liberté d'association. Le Conseil des droits de l'homme, créé précédemment, a continué de fonctionner sans bénéficier d'aucune forme de reconnaissance officielle et sans recevoir de réponse aux appels répétés qu'il a lancés en vue d'un meilleur respect des droits de l'homme. D'autres observatoires des droits de l'homme, par exemple le Comité de l'Ogaden pour les droits de l'homme, le Groupe des anciens prisonniers oromos en faveur des droits de l'homme, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques éthiopiens, ont été forcés de passer à la clandestinité ou de s'exiler et n'ont pu publier de rapports critiques qu'à l'étranger, de plus en plus en les diffusant sur Internet. Le Gouvernement a autorisé les activités de plusieurs groupes d'éducation civique et d'éducation sur les droits de l'homme.

Une conférence internationale sur les droits de l'homme relative à la mise en place d'une commission des droits de l'homme et d'une charge d'Ombudsman, parrainée par des donateurs internationaux et organisée par le Conseil des représentants du peuple, s'est tenue à Addis-Abeba au mois de mai. En étaient absents notamment le Conseil éthiopien des droits de l'homme, la Ligue des droits de l'homme et aussi la presse privée, qui n'avaient pas été invitées.

### Rôle de la communauté internationale

#### Organisation des Nations Unies

Dans une résolution adoptée à l'unanimité le 26 juin, le Conseil de sécurité des Nations Unies a exigé que les deux parties mettent immédiatement fin à leur conflit frontalier et il leur a demandé instamment de coopérer aux efforts de médiation entrepris par l'Organisation de l'unité africaine. Le Conseil a aussi créé un fonds d'affectation spéciale afin d'aider, le cas échéant, à apporter un appui technique à la délimitation de la frontière. À la fin du mois d'octobre, l'ONU maintenait toujours un profil bas en cherchant à régler le conflit, alors que celui-ci était prêt à flamber de nouveau.

Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme, a fait paraître le 1er juillet une déclaration dans laquelle elle s'est inquiétée des violations des droits de l'homme dont étaient victimes les Érythréens expulsés d'Éthiopie, et elle a demandé instamment aux deux parties de régler leur différend par des moyens pacifiques. L'Éthiopie a réagi avec emportement, exigeant que soit immédiatement corrigé ce qu'elle considérait être une accusation sans fondement qui, d'après le Ministère des affaires étrangères, "était de nature à compromettre la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies".

Contrairement à ce que déclare le Ministère, la crédibilité de l'ONU ne peut être compromise que par le fait qu'elle se désintéresse des questions des droits de l'homme, et ce malgré tous les contacts qu'elle a dans le pays. Ainsi, de hauts fonctionnaires de l'ONU se sont fréquemment rendus à Addis-Abeba, qui est aussi le siège de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique. L'Éthiopie est au troisième rang des pays bénéficiaires de l'UNICEF et c'est l'un des quatre principaux bénéficiaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. À la fin du mois d'avril, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est entretenu avec des membres du Gouvernement éthiopien et avec de hauts fonctionnaires de l'OUA au sujet des perspectives de paix en Afrique orientale et en Afrique centrale. Il a fait preuve d'un optimisme prudent, envisageant la fin d'une décennie de conflits en Afrique et l'apparition d'une "Afrique nouvelle" qui, a-t-il déclaré, s'efforçait de "rejeter la violence, d'accepter la démocratie, de souscrire aux droits de l'homme et de promouvoir les réformes économiques". Deux semaines plus tard, des conflits meurtriers éclataient de nouveau en Afrique orientale et centrale.

-----